

Les pays d'Amérique latine vivent actuellement des conflits de classe très puissants, mais aussi une offensive violente de la part de plusieurs secteurs conservateurs et réactionnaires. Dans cet entretien réalisé par Antoine Pelletier, Franck Gaudichaud aborde la situation dans divers pays du sous-continent et les dynamiques des luttes en cours dans une période où sembler dominer l'instabilité et où s'exprime la colère des classes populaires face aux inégalités sociales, à la corruption des élites et à l'autoritarisme des systèmes politiques en place.*

Franck Gaudichaud est professeur en histoire et civilisation de l'Amérique latine à l'Université Toulouse Jean-Jaurès, membre du comité de rédaction de la revue Contretemps et auteur [de nombreux articles](#).

Il y a quelques mois encore, beaucoup commentaient la fin du « cycle progressiste » en Amérique latine. Depuis, semble se nouer une nouvelle situation. D'un côté les classes dominantes restent à l'offensive, de l'autre les résistances au néo-libéralisme s'expriment dans les rues mais aussi dans les urnes.

Franck Gaudichaud : Il y a eu une discussion pour savoir si on assiste *stricto sensu* à une « fin » de cycle des gouvernements progressistes, nationaux populaires ou de centre gauche, de la fin violente de la gestion du Parti des Travailleurs au Brésil jusqu'à la crise sans fin du Venezuela de Nicolás Maduro en passant par l'Argentine, l'Uruguay, la Bolivie, l'Équateur... En fait, se confirme plutôt le reflux de ces expériences et affleurent plus que jamais toutes les limites stratégiques et les contradictions de ces divers projets et régimes politiques. Je renvoie à l'essai sur ce sujet que l'on vient de sortir en français avec Jeff Webber et Massimo Modonesi^[1]. À la faveur de la crise économique mondiale et de l'épuisement plus ou moins prononcé des projets néodéveloppementistes et neoextractivistes « progressistes » (notamment), on est entré dans une conjoncture turbulente, chaotique, où les classes dominantes, les secteurs conservateurs, les élites médiatiques, les bourgeoisies financières, les Églises évangélistes et les extrêmes droites militaristes, sont partout à l'offensive. C'est particulièrement vrai suite à la victoire électorale de Jair Bolsonaro au Brésil, pays clef dans la géostratégie régionale, victoire qui s'inscrit dans le sillage du coup d'état parlementaire contre Dilma Rousseff, puis de l'emprisonnement illégal de Lula Da Silva, toujours très populaire.

En même temps, il n'y a absolument pas de stabilisation de cette offensive conservatrice et réactionnaire : il semblerait que les dominants ne trouvent pas la clef pour asseoir à nouveau, avec certains niveaux de consensus et de contentement, une hégémonie ouvertement conservatrice-autoritaire. En Argentine, le néolibéral Mauricio Macri a été défait dans les urnes et son mandat a été marqué par un effondrement économique dramatique, malgré - ou plutôt devrait-t-on dire « à cause de » - l'aide gigantesque du FMI et de Christine Lagarde. Au Mexique, est apparu un « progressisme tardif » avec la victoire de López Obrador (centre gauche), qui n'incarnera probablement pas cette « grande transformation » annoncée, mais constitue cependant un « frein » relatif aux exécutifs néolibéraux précédents. Au Venezuela, l'offensive de l'opposition « dure » soutenue à bout de bras par Washington avec l'auto-proclamation de Juan Guaido (fin janvier 2019) et l'asphyxie économique du pays, a lamentablement échoué. Le gouvernement Maduro reste cependant extrêmement affaibli, marqué par l'autoritarisme et la corruption de masse alors qu'il est incapable de faire remonter la pente à une économie rentière au sol et que les sanctions étasuniennes pèsent lourdement sur les classes populaires vénézuéliennes.

Cependant, fait capital, les Forces Armées Bolivariennes sont restées légitimistes et du côté du pouvoir, qui du coup tient le « choc » contre vents et marées. En contrepoint, on pourrait citer l'Uruguay, où la droite (en alliance avec une extrême droite militariste) vient de mettre fin électoralement à 15 ans de gouvernements sociaux-démocrates du *Frente Amplio*, après une victoire serrée au second tour.

Face à cette offensive conservatrice non stabilisée, on constate une remontée en force des mécontentements populaires et des résistances collectives, qui s'expriment indirectement dans les urnes avec, par exemple, la victoire du péronisme en Argentine, mais surtout par « en bas », avec un regain de luttes sociales. On le voit aussi au travers de la grande victoire démocratique que constitue la libération de Lula (qui n'est pas pour autant sorti d'affaire), au Brésil. Il y a une recomposition des luttes de classes extrêmement forte, qui modèle une période marquée par l'incertitude aussi bien du point de vue des dominants que des classes subalternes. Celles-ci essaient de se réorganiser, mais dans un contexte dégradé et fragmenté, et en ayant besoin de tirer des bilans critiques de la période antérieure, celle de l'âge d'or progressiste (2002-2013). Autre fait majeur, l'ampleur de la répression et la criminalisation des mouvements populaires, avec des dizaines de morts dans toute la région (du Chili au Honduras en passant par la Bolivie), des pratiques de torture, des viols et féminicides de la part de forces d'une police militarisée, des disparitions et détentions illégales, et – de mon point de vue – l'urgence est là pour nous, politiquement : quelle campagne de solidarité internationaliste, large et unitaire, pour mettre un frein immédiat à ces pratiques de terrorisme d'Etat et faire monter la pression sur nos propres gouvernements et l'UE (qui tournent les yeux ou carrément soutiennent les Etats responsables de ces violations systématiques des droits fondamentaux). Cette répression d'Etat est aussi bien visible et documentée dans les pays gouvernés par les « progressismes », que l'on pense au Nicaragua d'Ortega ou aux pratiques de répression policières dans les quartiers pauvres menées par les FAES (Forces d'action spéciale) au Venezuela.

Chili, Équateur, Haïti et maintenant Colombie, la liste des mouvements populaires s'allonge. Que peut-on dire de ces mouvements, de leurs racines et perspectives ?

Selon plusieurs observateurs, après les printemps arabes ou celui des « indignés », nous sommes toujours dans un contexte de révoltes globales et les insurrections latino-américaines resonnent avec les échos lointains du Liban, de l'Irak, de l'Algérie, de Hong-Kong, ou même avec ceux des Gilets jaunes hexagonaux. C'est peut-être une généralité de le dire, mais il s'agit bien de résistances au néo-libéralisme et contre l'autoritarisme, dans un contexte de crises de légitimité des systèmes politiques en place, perçus comme dominés par des castes politiques, où règnent le clientélisme et la corruption. Si on parle du Chili, d'Haïti, de l'Équateur, de la Colombie, c'est très clair. Néanmoins, il ne s'agit pas de luttes « globalisées », au sens où elles dépendent avant tout de considérations locales et nationales (même s'il y a des influences mutuelles réelles, via réseaux sociaux notamment). Il y a plusieurs dimensions à ce rejet, plus ou moins fortes selon les pays : la question de la corruption, centrale à Haïti ; celle du modèle économique et de l'autoritarisme au Chili, en Équateur et en Colombie. Il s'agit de crises sociales qui se muent en crises politiques et qui naissent de la précarisation généralisée de la vie, de la nature et du travail à l'ère néolibérale dans les pays du Sud. Il faut vraiment prendre le pouls du mécontentement accumulé au cours des dernières décennies, la difficulté quotidienne pour des millions de personnes de vivre, travailler, étudier et se loger dans de grandes villes

chaotiques ou dans des espaces ruraux pollués et contrôlés par les transnationales et, aussi, la rage de constater l'incapacité de régimes politiques « faiblement démocratiques » à répondre aux attentes basiques de la population, tandis que les richesses s'accumulent à un pôle de la société de manière éhontée et incontrôlée, sans même un semblant de politique fiscale progressive.

La petite bourgeoisie (les « classes moyennes ») joue, semble-t-il un rôle important dans les manifestations populaires, mais avec des trajectoires différentes.

Au Chili, on a assisté avant tout – dans un premier temps – à une explosion de la jeunesse précarisée. Des collégiens, lycéens, souvent très jeunes, ont sauté les barrières du métro et refusé de payer les 30 centimes d'augmentation pour un des systèmes de métro les plus chers au monde (en rapport au pouvoir d'achat). Ce sont vraiment des jeunes issus des secteurs populaires ou des couches moyennes précarisées. Globalement, dans les Suds, de vastes franges de la petite-bourgeoisie sont très précarisées, endettées, sans travail stable, et terminent par suivre et accompagner les mobilisations populaires. Un élément important est le niveau de scolarisation. On a désormais une jeunesse latinoaméricaine (urbaine mais aussi rurale) scolarisée, beaucoup plus diplômée, connectée aux réseaux sociaux, nettement moins encadrée aussi par les partis et les syndicats « traditionnels » que dans les années soixante-dix et qui entrent dans la lutte de manière plus ou moins spontanée et très « explosive », face à des mesures immédiates et selon des tempos différents selon les pays.

Ainsi, le contenu antinéolibéral, antiautoritaire, démocratique des mouvements en cours est très clair au Chili, en Équateur, en Haïti et désormais en Colombie, avec une grève nationale d'une ampleur qu'on n'avait pas vue depuis des décennies. Il y a en même temps des ingrédients locaux essentiels. La question du processus de paix est essentielle en Colombie, et le gouvernement Duque a tout fait pour le torpiller. Au Chili, l'arrogance patronale du président multimillionnaire Piñera et la militarisation de l'espace public ont accéléré la mobilisation (avec en mémoire la dictature de Pinochet et la répression des années noires -1973-1989). En Équateur, le gouvernement Moreno – issu, il faut le souligner, de *Alianza País* – s'est aligné sur le néolibéralisme, le FMI, les États-Unis et le grand patronat de Guayaquil. En Haïti, c'est le rejet de la caste corrompue et de l'exécutif de Jovenel qui joue à plein, mais aussi les conséquences de quinze ans d'occupation du pays par des troupes de l'ONU, notamment brésiliennes.

La Bolivie a pris un chemin distinct : il y a là aussi un mécontentement réel accumulé non pas face au néolibéralisme, mais face au « caudillisme » d'Evo Morales, qui a tenté de se représenter pour un quatrième mandat, malgré le résultat du référendum de 2016, et qui a finalement pu le faire suite à une décision, certes légale, mais manouvrière et controversée, du Tribunal Constitutionnel. Malgré la baisse très notable de la pauvreté durant les 15 ans de gouvernement du Mouvement au Socialisme (MAS) et la construction pour la première fois d'un État plus social, beaucoup plus inclusif et plurinational, il existe aussi nombre de critiques sur le modèle de développement neoextractiviste et productiviste, sur la question de l'usage des ressources et biens communs. Est apparu un divorce croissant entre la gestion gouvernementale et une partie du mouvement populaire, indigène et écologiste, mais aussi une bureaucratisation croissante et perte de contact du MAS avec sa base sociale historique. Cependant, le fait capital pour expliquer le coup d'État contre Evo a été la capitalisation politique de ce mécontentement et de ce malaise par la

droite « dure », par le comité civique de Santa Cruz (et aussi par celui de Potosi) et par les courants évangélistes : Camacho, le leader fascisant des plaines orientales, a ainsi pris la tête de ce mouvement hétérogène où se retrouvent certains secteurs populaires, grands propriétaires, organisations indiennes, patronat, profitant de la faiblesse du MAS, qui a perdu une partie de sa capacité à mobiliser ses bases historiques. On est donc dans un équilibre des forces différent. Le basculement d'une part des nouvelles classes moyennes dans le soutien au Coup a joué aussi un rôle : ces dernières ont profité de quinze ans de gestion du MAS, du triplement du PIB ! et ont aujourd'hui d'autres attentes (sur les services, sur les transports, etc.), auxquelles le MAS n'a pas répondu. En même temps, la gestion fondamentalement clientélaire des relations entre les organisations populaires et le MAS (qui, plus qu'un parti, est une sorte de fédération d'organisations sociales) n'a pas contribué à « blinder » le gouvernement face à ce type de déstabilisation violente. Enfin, il faudrait insister aussi et détailler l'action menée par Washington, dont il apparaît un peu plus chaque jour qu'elle a été une fois de plus décisive, non seulement au travers de l'OEA dans la dénonciation d'une fraude électorale (des « irrégularités » en fait), mais aussi au travers d'un soutien actif, financier, depuis 2005, aux secteurs de la droite cherchant à faire tomber Morales.

Le mouvement féministe semble particulièrement puissant en Amérique latine. Peut-on parler d'une nouvelle vague féministe traversant tout le continent ?

Les luttes des femmes et le mouvement féministe sont un acteur clé de la recomposition des luttes de classes et du mouvement populaire antagonique dans la région. Elles sont très ancrées au sein de la jeunesse, et pas seulement étudiante, et ont réussi à mettre en place des liens avec une partie du mouvement syndical et du mouvement paysan. On le voit, par exemple, avec l'importance du mouvement des femmes et des féministes dans les luttes populaires au Brésil et du mouvement des sans-terres et des sans-toits.

En même temps, c'est un mouvement large, continental, transnational, avec des spécificités locales. La dynamique argentine a eu une influence sur le Chili, notamment avec le puissant mouvement « *Ni una menos* » et la lutte pour le droit à l'avortement, avec le symbole du foulard vert aussi devenu international. Ce mouvement va ainsi déborder les frontières et inspirer de l'autre côté de la Cordillère, les luttes des féministes chiliennes. Celles-ci ont leurs revendications et dynamiques propres, notamment au sein du mouvement universitaire, avec l'occupation universitaire de masse et contre les abus sexuels au sein des universités en 2018. Le mouvement explose avec la grande grève de mars 2019 et la constitution auparavant de la Coordination du 8 mars qui regroupe des dizaines d'organisations. Le mouvement féministe latinoaméricain de la dernière période a fait la démonstration qu'il est possible d'allier démarche unitaire et radicalité, tout en devenant un mouvement de masse, populaire et en tissant des alliances avec le mouvement ouvrier et syndical. Il incarne un grand espoir, à mon sens, pour toute perspective de transformation démocratique profonde, non seulement antipatriarcale, mais aussi décoloniale, internationaliste et anticapitaliste. Ainsi, au Chili, c'est un mouvement qui se définit « contre la précarisation de la vie », et intègre donc les travailleuses et les travailleurs, les migrant.e.s, les revendications mapuches et indigènes, les luttes LGBTQI+, les luttes éco-territoriales, etc.

Au Mexique, la lutte contre la violence néolibérale et les très nombreux féminicides (et pas seulement à Ciudad Juarez) a constitué un axe central de ce mouvement sans qu'il arrive, à ce jour, à se transformer en mouvement national massif. Il y a eu néanmoins des avancées

notables en termes de dépénalisation de l'avortement (dans l'État de Oaxaca et la ville de Mexico). Au Brésil, les luttes des féministes avec la campagne « Ele Não » (« lui non ») contre l'ascension de Bolsonaro ou encore la « marche des marguerites » de centaines de milliers de femmes rurales, en août 2019, confirment cet engagement. Cette dernière est une marche massive et populaire, issu d'un féminisme communautaire paysan. Il s'articule au rôle joué par des militantes de la gauche radicale, plus urbaines, et aux résistances des femmes racisées, afros ou LGBTQI+, avec des symboles comme celui de Marielle Franco, assassinée par les sbires de Bolsonaro.

Il y a donc bien une nouvelle « vague » féministe, mais pas au sens européen ou étatsunien. C'est plutôt un nouveau moment historique, très important, des luttes des femmes et des féminismes (qui sont plurielles), même s'il existe aussi des influences venues du Nord, celle du mouvement issu de l'État espagnol et de la grève féministe, des influences intellectuelles aussi qui lient les théoriciennes comme Sylvia Federici, Cinzia Arruzza et d'autres aux réflexions de Rita Segato ou de la féministe libertaire bolivienne Maria Galindo (de *Mujeres Creando*). Mais, fondamentalement, c'est un mouvement qui part et est avant tout ancré dans les spécificités des résistances antipatriarcales latinoaméricaines.

D'autres acteurs socio-politiques sont particulièrement importants dans plusieurs situations latino-américaines : les mouvements paysans et indigènes. Comment comprendre le rôle progressiste de telles forces, et en particulier leur lien au mouvement ouvrier ?

Alors qu'on commémore les vingt-cinq ans du surgissement de la rébellion indienne, paysanne, antinolibérale et anticapitaliste neozapatiste au Chiapas (Mexique), je pense qu'on aurait grand intérêt à mettre en valeur et tirer des leçons de cette expérience capitale et aussi à réactiver les réseaux de solidarité avec un processus d'émancipation qui dure depuis un quart de siècle, sur un territoire grand comme la Belgique, et qui a entrepris la construction de formes alternatives de gouvernement et de vivre ensemble dans ce monde en crise... Les zapatistes ont aussi réussi à résister aux assauts des forces (para)militaires mexicaines et à construire, en positif, un nouveau récit sur comment essayer, tant bien que mal, de forger une perspective post capitaliste, tout en étant ouverts à toutes les luttes internationales, en étant connectés aux Kurdes et à bien d'autres luttes, en mettant en marche la question du communalisme mais à partir des coordonnées des peuples Mayas du Chiapas, en élaborant la jonction entre les territoires et la cosmovision indiens et la construction d'un pouvoir politique démocratique novateur, etc. Cette expérience est fondamentale quand on pense les alternatives au 21^e siècle. Il y a bien entendu des limites et nombre de problèmes non résolus (sur le plan économique notamment), comme ils le reconnaissent eux-mêmes. Leur rapport avec le reste des gauches mexicaines est aussi souvent difficile. Mais quand on voit l'effondrement du chavisme au Venezuela, l'absence de transformation structurelle en Argentine, la trajectoire du PT au Brésil ou du Front Large en Uruguay, le bilan des quinze ans du progressisme étatique est plutôt mitigé ! Il faut donc, à mon sens, revenir vers l'expérience zapatiste et sa conception du pouvoir par « en bas », sans pour autant retomber dans les ornières stratégiques du « changer le monde sans prendre le pouvoir » : changeons le monde en *transformant* le pouvoir semble nous dire les zapatistes...

Concernant les acteurs mobilisé.e.s dans le reste du sous-continent, on pourrait s'aventurer à dire qu'on assiste au retour de « l'émergence plébéienne » destituante, comme à la fin

des années quatre-vingt-dix et au début des années 2000, lors des grandes confrontations face au néolibéralisme, avec la CONAIE^[ii] en Équateur, la dynamique du mouvement des sans-terre au Brésil, la « guerre » de l'eau et du gaz en Bolivie, le « *qu'il s'en aillent tous* » de 2001 en Argentine ou encore avant les émeutes urbaines du « Caracazo » au Venezuela (1989). Soit des acteurs variés, multiples, issus de formations sociales où le « populaire » englobe une grande multiplicité de secteurs et fractions de classes. À cette époque, on voyait – suivant les pays – des mouvements indiens et paysans très forts, mobilisés, connectés ou pas, à ceux, en ville, des étudiants et des travailleurs, des sans-toits, des chômeurs (les *piqueteros*), qui ont ouvert un nouveau cycle politique « postnéolibéral » et « progressiste ».

Aujourd'hui, il y a une nouvelle éruption plébéienne, dans laquelle les peuples indigènes, on l'a vu en Équateur, jouent un rôle central. Ils sont capables de faire trembler le gouvernement néo-conservateur de Lenín Moreno, en lien avec des couches urbaines. Au Brésil, il faudra voir comment va arriver à se positionner le mouvement des sans-terre, parce que ses liens avec le PT ont été longtemps très forts, et en partie de manière subordonnée, ce qui l'a largement paralysé. Mais, avec le mouvement contre les barrages (MAB), le mouvement des « marguerites », les luttes autour de la défense de l'Amazonie et face à l'offensive de l'extrême droite, il y a une réactivation des résistances. Les secteurs paysans et indigènes sont au cœur des attaques du néolibéralisme, ils sont aussi parmi les déçus des expériences étatiques progressistes et ils incarnent aussi un espoir très important. En Bolivie, Alors qu'Evo Morales et Garcia Linera sont en exil au Mexique, ce sont les Poncho Rojos^[iii] qui ont été à l'offensive pour contester la dimension ultra violente du coup d'état bolivien et le gouvernement de facto.

Ceci n'empêche pas qu'il y a aussi des résistances ouvrières et urbaines, fondamentales. En Équateur, c'est une jonction entre les mouvements urbain et indigène qui a donné sa dynamique nationale à la révolte contre Lenín Moreno. Au Chili, le mouvement est avant tout issu des populations urbaines, de la jeunesse urbanisée précarisée et en partie diplômée, une partie de la petite-bourgeoise, mais aussi du syndicalisme : l'Union portuaire du Chili est au cœur de la révolte actuelle et du mouvement de grève nationale, tout comme une partie des organisations syndicales, au sein de la « Table de l'Unité sociale », qui alimente cette révolte. C'est même, selon moi, là où va se jouer l'issue de la crise chilienne : la capacité du salariat à entrer dans le mouvement et à bloquer l'économie sera la bataille décisive avec Piñera et pour contrer la répression étatique, inédite par son ampleur depuis 1990. Mais il y a des contradictions de ce côté-là également : en Bolivie, une partie de la direction de la Centrale ouvrière (la COB), avec son appel à la démission de Morales « pour pacifier le pays », s'est de fait mis du côté des militaires et a donc soutenu indirectement le coup d'État ! Le mouvement ouvrier n'est donc pas toujours en ordre de bataille, loin de là. Les grandes centrales, la CUT chilienne, la CUT brésilienne, ont de grandes difficultés à réarticuler un mouvement de résistance face aux gouvernements d'extrême droite ou néolibéraux parce qu'ils ont été très longtemps des courroies de transmission des partis progressistes ou de centre. Et c'est un des enjeux de la période que de reconstruire un syndicalisme combatif, de lutte, enraciné sur les lieux de travail, indépendant des institutions et lié aux territoires où il sont implantés.

Une première version de cet entretien a été publié par le mensuel

L'Anticapitaliste (décembre 2019) : <https://npa2009.org/publications-npa/revue>

Notes

^[i] F. Gaudichaud, M. Modonesi, J. Webber, *Fin de partie ? Les expériences progressistes dans l'impasse (1998-2019)*, Paris, Syllepse, 2019. En espagnol, disponible en ligne : http://ciid.politicas.unam.mx/www/libros/gobiernos_progresistas_electronico.pdf.

^[ii] Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (NdE).

^[iii] « Milice » de l'ethnie aymara, originaire de la région du lac Titicaca au croisement de la Bolivie, du Pérou, de l'Argentine et du Chili (NdE).